



Paris - Tunis - Casablanca

16 ANS D'EXPERTISE

## DANS CE NUMERO

1. Après la crise vient le beau temps !
2. La santé est précieuse
3. Le financement des PME en Tunisie
4. News
5. Principaux événements à venir

## La citation de la newsletter

« La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre. »

Albert Einstein

## EDITORIAL



## Le secteur de la santé en Tunisie face au COVID-19

Le secteur de la santé en Tunisie est parmi les meilleurs en Afrique, avec une espérance de vie à la naissance d'environ 74 ans en moyenne. Les indicateurs de santé sont relativement bons ces dernières années.

En effet, l'économie diversifiée et le niveau de vie ont produit un système de santé crédible, mais qui a besoin d'une amélioration sérieuse en termes de qualité et d'équité des soins.

Le système de prestation des soins de santé est principalement public, avec une participation croissante du secteur privé. Le secteur public et le secteur privé ont fait preuve de solidarité face à la crise sanitaire que nous vivons, celle du COVID-19.

Au niveau national, environ 88% des lits d'hôpitaux appartiennent au secteur public. Le principal prestataire de soins est le Ministère de la santé publique, structuré selon trois niveaux de soins. Le niveau des soins primaires compte 2.028 centres de soins de santé primaires (SSP), hôpitaux de circonscription consistant en de petites installations d'une moyenne de 23 lits par installation, et centres de maternité, qui ensemble, s'inscrivent pour environ 14% de la capacité en lits du secteur public. Les soins de santé primaires représentent 27% des dépenses du MSP. Les soins de santé secondaires sont pris en charge par 34 hôpitaux régionaux (HR), consistant d'hôpitaux généraux qui s'inscrivent pour environ un tiers de la capacité totale en lits et des médecins spécialistes du secteur public. Ce niveau absorbe environ 25% du budget du MSP et obtient un financement additionnel par le biais des recettes qu'il génère en propre et des remboursements du système de la sécurité sociale. Le niveau des soins de santé tertiaires est composé d'un réseau de 22 hôpitaux universitaires (EPS – Etablissements de santé publique) d'une capacité variant de 26 à 1.010 lits, et d'une taille moyenne en lits de 390.

La pandémie du corona virus a permis de mobiliser, toutes les structures sous la tutelle du ministère de la santé publique, grâce auxquelles, nous avons réussi à éviter les scénarios catastrophiques, qu'a connu la majorité des pays Européens

Malgré cela, le secteur de la santé publique est confronté à des problèmes comme la détérioration de l'infrastructure et des prestations de santé, le détournement de fonds et le déficit financier de certains hôpitaux. Les établissements de santé et hôpitaux privés montrent, quant à eux, un développement significatif au niveau de l'infrastructure, de prestations et de capacité d'accueil. A titre d'exemple, les cliniques proposent des services de chirurgie esthétique, de thalassothérapie et de cures thermales. Le secteur souffre également de manques de cadres médicaux à cause de l'exode des cerveaux et des pénuries des médicaments. Il est clair maintenant qu'une revue à plat du système sera la priorité une fois la crise du COVID-19 passée.



**Anas ZOUARI**  
[anas.zouari@ficom-conseil.com](mailto:anas.zouari@ficom-conseil.com)

## *Après la crise vient le beau temps !*

Depuis l'indépendance de la Tunisie, la crise du Covid-19 présente le plus grand défi que les politiques publiques ont eu à gérer. Notre pays, plutôt le monde entier, n'a jamais connu des effets dévastateurs que nous sommes en train de vivre aujourd'hui. Cette situation a un impact profond sur tous les types d'entreprise avec l'arrêt temporaire de certaines et le ralentissement des activités pour d'autres.



Heureusement, le gouvernement tunisien a réagi rapidement et a mis des réponses d'ordre économique et sociales, pour faire face cette crise. La priorité, en ce moment, est de protéger les citoyens et les acteurs économiques, et surtout, de planifier la reprise après la crise. En effet, il faudra, dès maintenant, commencer à préparer l'après crise et la nécessité de renouveler nos modes de vie. Nous devons entamer notre réflexion dès aujourd'hui, essentiellement sur le modèle de développement économique et nos choix stratégiques.

Il est temps, alors, d'élaborer une véritable stratégie pour rattraper le temps perdu et intégrer véritablement l'international. Nous pouvons, sans hésitation, dire que la reprise solide et confirmée de l'activité des entreprises en difficulté est l'une des priorités.

En effet, la restructuration des entreprises comprend le repositionnement stratégique moyennant la mise en place de nouveaux produits ou de services et la pénétration de nouveaux segments de marché. Ce repositionnement nécessite un plan d'investissement et de financement. Ce plan est le résultat des mesures de restructuration des moyens techniques (outil d'exploitation) et des mesures de restructuration financière y compris le financement nécessaire aux investissements requis.

Toutes ces problématiques relatives à la restructuration des entreprises publiques ont été rencontrées lors des missions de restructuration réalisées par Ficom pour le compte de ses clients. La mission la plus récente est celle réalisée pour la BFPME banque pour l'accompagnement d'une cinquantaine d'entreprises en vue de leur permettre de consolider leur structure financière et accroître leur compétitivité.



**Foued Rouissi**  
[foued.rouissi@ficom-conseil.com](mailto:foued.rouissi@ficom-conseil.com)

## La santé précieuse

La performance du secteur tunisien de la santé a été relativement bonne au cours des dernières décennies. Bien que les dépenses annuelles de santé soient toujours inférieures à 150 \$ par habitant, les Tunisiens ont une espérance de vie relativement élevée, un faible taux de mortalité infantile, 19 décès pour 1.000 naissances vivantes, et un taux de mortalité maternelle relativement faible 70 décès pour 100.000 naissances vivantes. La couverture de santé a été étendue à une large majorité de la population.



Toutefois, le secteur s'est trouvé actuellement face à une crise sanitaire d'une ampleur exceptionnelle, mettant à rude épreuve aussi bien les services de soins que les industries de la santé. Très rapidement, les capacités des opérateurs devraient arriver à saturation, épuisant le système de santé, et ne permettant plus à ce dernier de répondre efficacement aux besoins vitaux des patients.

La Tunisie fait face à d'importants défis pour renforcer ces succès et garantir la pérennité financière, à long terme, du système de la santé. Le financement de la santé devra considérablement augmenter à l'avenir, avec la disponibilité accrue de technologies relativement coûteuses, alors que les transitions démographiques et épidémiologiques suivent leur cours, et que les Tunisiens attendent davantage de leur système de santé. Plus particulièrement, l'expansion de la couverture – en termes de panier de soins – impliquera des investissements additionnels dans le secteur de la santé.

Ces évolutions impliqueront d'importants ajustements pour améliorer à la fois le financement et la performance du système de la santé.

A cet égard, Ficom Conseil participe au programme d'appui au secteur de la santé en Tunisie « Essaha Aziza », dans 13 gouvernorats. L'objectif de cette mission est l'accompagnement de la Tunisie dans l'amélioration des conditions de vie en bonne santé et la promotion de bien-être de tous et à tout âge, et plus spécifiquement, l'amélioration de la performance du système de la santé de première ligne dans les gouvernorats choisis.



**Dhouha Mechergui**  
Dhouha.mechergui@ficom-conseil.com

## Le financement des PME en Tunisie

Le processus de convergence économique, après une accélération dans les années 90, est temporairement stoppé. La croissance a fléchi après 2010. L'investissement des entreprises en pourcentage du PIB est orienté à la baisse depuis le début des années 2000, ce qui pèse sur la productivité, la création d'emplois et l'amélioration du niveau de vie. Les indicateurs



macro-économiques avancés par le projet de la loi des finances 2019, traduisent une vision prudente et insiste sur les risques élevés auxquels la Tunisie fait face actuellement.

L'accès des PME au financement a constitué une entrave majeure au renouvellement du tissu productif et au lancement des nouvelles activités. Le conservatisme des banques, leur faible aversion au risque, le manque de sophistication des services financiers, l'absence d'une offre de financement de long terme, un marché boursier resté encore embryonnaire et la persistance d'un contrôle politique, en particulier sur l'activité bancaire et les mouvements des capitaux, la mauvaise gestion bancaire dont l'importance du pourcentage des créances douteuses dans le volume des crédits donnent un aperçu et expliquent les défaillances et les déficiences de l'intermédiation financière.

Si à cela s'ajoute la mauvaise gouvernance politico-administrative, la corruption et les pratiques mafieuses de l'ancien régime, les pesanteurs de l'héritage de l'économie administrée, la captation des rentes de situation par des groupes d'intérêts privés, l'absence de réformes institutionnelles et économiques adéquates ou l'impact faible de celles qui ont été prises, la mauvaise répartition des richesses entre classes sociales et entre territoires, on comprend mieux pourquoi l'économie tunisienne peine à enregistrer des performances qui sont pourtant à sa portée et conformes à nos aspirations et à nos capacités.



**Ficom Conseil accompagne la société « Regia Pharma », en vue de lui permettre de consolider sa structure financière et accroître sa compétitivité.**



**L'ouverture officielle du premier Espace Citoyen dédié spécialement aux services de « l'Etat Civil » à Béja a eu lieu le jeudi 16 janvier 2020. Ficom Conseil était présente à Béja avec le staff de la GIZ notre partenaire pour la mise ne place de cet Espace Citoyen, le 2ème du genre dans la ville.**



**Tunisie**

**Salon de L'entreprenariat**

Date : reporté à cause de la crise sanitaire  
Lieu : Cité de la Culture, Tunis.

**Maroc**

**LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES ET DES MANDATAIRES**

Date : reporté à cause de la crise sanitaire  
Lieu: HÔTEL SOFITEL JARDIN DES ROSES À RABAT, Maroc

**France**

**Financements de l'AFD en Afrique**

Date: reporté à cause de la crise sanitaire  
Lieu : Paris, France

**TUNISIE**  
51, avenue Alain Savary 1002  
Tunis - TUNISIE  
Tél : +216 71 281 827  
Fax : +216 71 785 561  
contact@ficom-conseil.com

**FRANCE**  
147, boulevard Auguste Blanqui - 75013  
Paris - FRANCE  
Tél : +33 6 03 34 28 64  
contact@ficom-conseil.com

**MAROC**  
43, rue Sebou, Quartier Gauthier  
Casablanca - MAROC  
Tél : +212 65 98 05 630  
contact@ficom-conseil.com